

Contribution de Jean Rabaté (92)

ECOUTER L'AUTRE , L'ENTENDRE ET AGIR

Dans sa contribution, le camarade René Fredon , du Var, craint que « la bataille autour des textes alternatifs – aussi démocratique soit -elle- ne conduise à une paralysie de fait, à un affaiblissement du corps militant plutôt qu'à sa mise en mouvement ». Ce risque existe-t-il ? Peut-on et comment l'éviter ?

Chacun peut comprendre et admettre que dans une situation aussi complexe que celle traversée par notre pays les réponses apportées aux questions qui nous sont posées soient parfois différentes. Il est bien que chaque communiste puisse faire connaître son opinion, y compris en proposant des amendements au texte proposé par la direction, voire un texte alternatif. Je ne dois pas être le seul à qui aucun des cinq textes qui nous sont soumis donne entièrement satisfaction. Ma préférence va vers le premier proposé, relu après l'adresse (bienvenue) de Pierre Laurent aux militants. Je trouve néanmoins dans chacune des quatre autres propositions des analyses, positions ou suggestions qui me conviennent, sans parler de celles, très nombreuses, communes à tous, ce qui est normal et heureux entre communistes.

Nos statuts prévoient la possibilité de proposer des textes alternatifs. Afin d'éviter qu'ils ne soient trop nombreux chacun doit être présenté par un minimum d'adhérents. Ce sont deux dispositions que j'approuve, non sans voir cependant qu'elles peuvent être porteuses d'une conséquence néfaste. En effet certains appels invitent non pas à *s'associer* à tel ou tel texte mais à *pétitionner* en sa faveur. Que ce soit ou non voulu, au lieu d'être une *ouverture à la discussion*, cette démarche prend l'allure d'une *condamnation* des autres textes, à commencer par le projet soumis par l'actuelle direction. René Fredon parle d'ailleurs de « bataille » autour des textes...l'apparition de tendances n'est pas loin.

Or la gauche est assez divisée pour que sa principale composante –notre parti- le devienne à son tour en tendances organisées ! Est-ce à dire qu'il faut souhaiter une pensée unique, commune à tous les communistes, sur tous les sujets ? Non, bien sûr ! Il convient au contraire de veiller à ce que les idées continuent à être librement discutées, confrontées, comme on le peut aujourd'hui sans craindre sanctions ou exclusions – ce qui ne fut pas toujours le cas dans notre histoire. Le débat doit donc se poursuivre jusqu'à la fin du congrès . Et même être approfondi au-delà sur certains points. Mais qu'il soit mené par tous sans volonté d'en

découdre, sans condamner quiconque. Avec le seul but de trouver tous ensemble les meilleures réponses aux problèmes qui se posent à nous. Et à aucun moment avec celle de faire triompher à tout prix tel texte contre tel autre, voire de plébisciter tel ou tel groupe de camarades. Sans rejeter l'esprit « de responsabilité » ni celui « de parti » auxquels il est parfois fait appel, je pense que c'est d'abord le souci d'écouter l'autre (et de l'entendre !) et la modestie de chacun(e) qui doivent permettre d'éviter les crispations des uns ou des autres sur *leur* texte, au détriment d'une réflexion commune sur la réponse la mieux adaptée à elle ou telle question.

Qu'à l'issue de la discussion l'unanimité ne soit pas acquise est probable (on pourrait ajouter « et positif » tant il faut que si tout le monde n'a pas été convaincu, chacun puisse garder ses opinions sans être montré du doigt). Certaines demandes ne seront pas retenues. D'aucuns choisiront de ne pas adouber la résolution finale. On pourra le regretter, mais ne serait-il pas plus grave de sortir du congrès avec des orientations et décisions mi-chèvre mi-choux nées d'une laborieuse synthèse de cinq textes, pour obtenir un accord général, mais de façade ? et qu'il soit le texte majoritairement adopté après discussion, modifications, ajouts ou retraits devra dès lors guider l'action de tous les communistes. Retour à l'ancien centralisme démocratique ? Non ! D'abord, simple respect démocratique de l'opinion majoritairement exprimée après de réels débats ; ensuite, expression logique d'une discipline librement consentie par l'acte d'adhésion. Avant que décisions aient été prises, chacun, chacune aura pu s'exprimer librement : de vive voix dans son organisation (cellule, section, fédération, congrès), par écrit dans des amendements individuels et/ou des textes alternatifs collectifs, voire même - ce qui est nouveau - sur les réseaux sociaux d'internet. Tout aura pu être discuté « en bas », rien imposé d'« en haut ». Sacrée différence avec ce que j'ai connu, subi (et aussi, hélas, fait parfois subir...) autrefois. Sacrée différence qui doit nous permettre de disposer d'un parti uni sur une ligne politique claire, élaborée avec l'apport de tous, à mettre en œuvre par tous, énergiquement et sans attendre. Car l'enjeu est de taille.

.